



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Acquisition de matériel informatique : MAIRIE et  
ECOLES MATERNELLE et ELEMENTAIRE de  
CASTELNAU-DE-MEDOC**

---

CCAP n° 2016-PA.10.19

**VILLE DE CASTELNAU-DE-MEDOC**

20 rue du Château  
33480 CASTELNAU-DE-MEDOC

## **SOMMAIRE**

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Développement durable .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	3
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	3
4 - Durée et délais d'exécution .....	4
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	4
4.2 - Délai d'exécution .....	4
5 - Prix.....	4
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	4
5.2 - Modalités de variation des prix.....	4
6 - Garanties Financières.....	4
7 - Avance .....	4
8 - Modalités de règlement des comptes .....	4
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	4
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	5
8.3 - Délai global de paiement .....	5
8.4 - Paiement des cotraitants .....	5
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	5
10 - Constatation de l'exécution des prestations .....	6
10.1 - Vérifications .....	6
11 - Garantie des prestations .....	6
12 - Pénalités.....	7
12.1 - Pénalités de retard.....	7
13 - Assurances .....	7
14 - Résiliation du contrat .....	7
14.1 - Conditions de résiliation .....	7
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	7
15 - Règlement des litiges et langues .....	8
16 - Dérogations.....	8

## **1 - Dispositions générales du contrat**

### **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Acquisition de matériel informatique : MAIRIE et ECOLES MATERNELLE et ELEMENTAIRE de CASTELNAU-DE-MEDOC

Acquisition de matériel, logiciels et prestations de services en informatique pour la mairie et les écoles maternelle et élémentaire

Lieu(x) d'exécution :

Mairie : 20 rue du Château

Ecole maternelle : 10 avenue du Stade

Ecole élémentaire : 3 avenue du Stade

33480 - CASTELNAU DE MEDOC

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### **1.3 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Transport/emballage: Les fournitures sont livrées à destination franco de port et d'emballage.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'aux lieux de livraison.

Le conditionnement, le chargement et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Les emballages restent la propriété du titulaire et seront récupérés par lui.

Le matériel obsolète sera repris par le titulaire du marché en vue de son recyclage.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- L'offre technique et financière du titulaire
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Liste des principales prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles seront prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le candidat devant intervenir tant à la mairie qu'aux écoles, sera tenu de respecter la confidentialité des informations dont il pourrait avoir connaissance en ces lieux lors de l'exécution du présent marché, ainsi que les mesures de sécurité en vigueur dans le cadre de l'application du plan Vigipirate.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Durée et délais d'exécution**

### **4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations est le 30/11/2016.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 07/12/2016.

### **4.2 - Délai d'exécution**

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

**Le délai d'exécution ne pourra excéder 10 jours.**

**L'installation de l'ensemble du matériel et sa mise en service devront impérativement être effectuées durant les semaines 48 et 49. Concernant les écoles, le titulaire devra prévoir de réaliser ces prestations sur des mercredis. De même, il devra inclure durant cette période, la formation à dispenser aux enseignants de l'école maternelle.**

**A NOTER : la priorité d'exécution sera donnée à l'équipement de l'école maternelle + la formation.**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## **5 - Prix**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### **5.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et non actualisables.

## **6 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **7 - Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation.
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

VILLE DE CASTELNAU-DE-MEDOC

Monsieur le Maire

20 rue du Château

33480 CASTELNAU-DE-MEDOC

## **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

Mairie de CASTELNAU-DE-MEDOC

20 rue du Château

33480 CASTELNAU-DE-MEDOC

Ecole Maternelle  
10 Avenue du Stade  
33480 CASTELNAU-DE-MEDOC

Ecole Élémentaire  
3 Avenue du Stade  
33480 CASTELNAU-DE-MEDOC

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

**ECOLE MATERNELLE :**

La construction du réseau sera réalisée par le prestataire informatique retenu dans le but de livrer clé en main aux enseignants un réseau qui leur permettra de retrouver le travail de n'importe quel élève depuis n'importe quelle tablette.

**Il délivrera OBLIGATOIREMENT une formation technique à destination des enseignants quant à l'utilisation du système et à la prise en main de la gestion des sauvegardes sur le réseau.**

## **10 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **10.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Pouvoir adjudicateur.

## **11 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date d'installation du matériel. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 28 du CCAG-FCS.

## **12 - Pénalités**

### **12.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 30,00 €.

- dans la délivrance des documents suivant les délais fixés au marché
- dans la délivrance des corrections suivant les remarques du pouvoir adjudicateur
- en cas d'absence de document ou de quantité de document initialement demandé au marché.

Par dérogation au CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

## **13 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **14 - Résiliation du contrat**

### **14.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

**Marché n° 2016-PA.10.19 – Acquisition de matériel informatique : Mairie et Ecoles Maternelle et Élémentaire**

*Cahier des Clauses Administratives Particulières*

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **15 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **16 - Dérogations**

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Le 19/10/2016

Lu et approuvé (signature)